Guitté : finances de la commune

Commune · Côtes-d'Armor (22) · 725 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Guitté affichait un encours de dette de 378 k€, soit 522 € par habitant, une épargne brute égale à 39,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,4 ans.

Dette par habitant
522 €
378 k€ au total

Capacité de désendettement
1,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
39,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
579 € / hab.
420 k€ au total

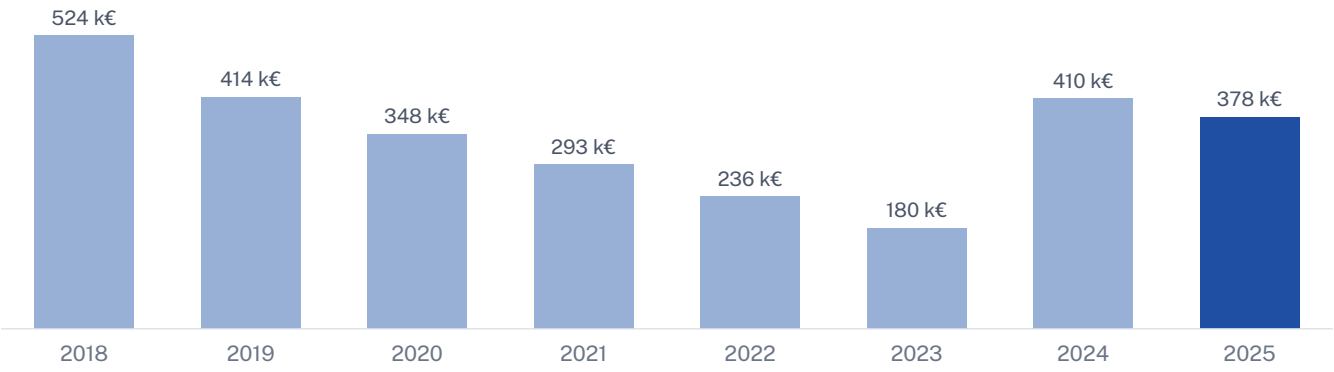
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	579 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	33,8 %	196 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	39,8 %	383 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	522 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	433 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	267 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 524 k€ en 2018 à 378 k€ en 2025 (-27,8 %). Valeur la plus basse : 180 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	524 k€	20 %	6,3 ans	59 k€
2019	414 k€	24,6 %	3,9 ans	57 k€
2020	348 k€	27,2 %	3 ans	289 k€
2021	293 k€	22,1 %	3 ans	142 k€
2022	236 k€	21,2 %	2,3 ans	110 k€
2023	180 k€	19,7 %	1,8 ans	80 k€
2024	410 k€	-14 %	—	28 k€
2025	378 k€	39,8 %	1,4 ans	314 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Guitté	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	522 €	407 €	+28,2 %
Impôts locaux par habitant	267 €	294 €	−9 %
Frais de personnel par habitant	196 €	236 €	−16,9 %
Investissement par habitant	433 €	132 €	+227,8 %
Taux d'épargne brute	39,8 %	16,4 %	
Capacité de désendettement	1,4 ans	4,3 ans	

Jumelles : Saint-Igny-de-Roche (71), Neau (53), Le Plessier-Rozainvillers (80), Saint-Vaast-d'Équiqueville (76), Geville (55), Landrethun-lès-Ardres (62), Vesly (50), Bourthes (62), Chéry-lès-Pouilly (02), Beuvraignes (80). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	712	725	+1,8 %	+0,9 %
Dette par habitant	581 €	522 €	−10,3 %	−15,9 %
Impôts locaux par habitant	231 €	267 €	+15,6 %	+20,5 %
Frais de personnel par habitant	194 €	196 €	+1,1 %	+23,5 %
Taux d’épargne brute	24,6 %	39,8 %	+15,2 points	−5 points
Capacité de désendettement	3,9 ans	1,4 ans	−2,5 ans	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 334 €		2 060 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Guitté	Comparaison
Habitants (2023)	701	+7,4 % depuis 2012 (département : +2,7 %)
65 ans ou plus (2023)	16,4 %	département : 27,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,1 pour 100 habitants	département : 3,2
Salariés du secteur privé (2025)	18	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	63	−25 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	102,3	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d’élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

300 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 90 emplois, soit 27 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,6 %	3,5 %	1,3 %	5,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7 %	7,6 %	6,6 %	18,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,3 %	12,3 %	20,1 %	10,2 %
Professions intermédiaires	17,9 %	24,9 %	26,4 %	26,1 %
Employés	24,5 %	26,2 %	26,1 %	11,4 %
Ouvriers	35,8 %	25,4 %	19,5 %	28,4 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bretagne

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	30 000	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	24 710	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	21 630	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	20 630	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	19 760	1,4 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	19 500	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	19 180	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	18 280	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	17 090	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	15 850	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	15 680	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	15 340	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Côtes-d'Armor (22)) : 21 694 au moins, dont 49,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	1 486	40 %
Serveurs de cafés restaurants	1 274	38,4 %
Maraîchers et horticulteurs	1 163	69,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	979	18,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	803	76,7 %
Employés de libre service	732	35,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	657	73,5 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	608	50,3 %
Agents d'entretien de locaux	575	35,7 %
Employés de l'hôtellerie	514	34,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Guitté
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	39 k€ pour 1 projet
Par habitant	54 € (communes de même taille : 210 € ; département : 222 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	35 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.